

## **ENA : Patrick Gérard, maître d'œuvre de la réforme macronienne**

21 août 2017, PAR Pierre Laberrondo pour Acteurs Publics



Crédit photo : dircom/Conseil d'Etat

Le président de la République a nommé l'universitaire et conseiller d'État Patrick Gérard, fin politique, pour une réforme aux contours encore flous de l'École nationale d'administration qui devrait impacter l'ensemble de la haute fonction publique.

Un retour par la grande porte. L'universitaire et conseiller d'État Patrick Gérard, figure des cabinets ministériels de droite, a été placé, au creux de l'été, à la tête de l'École nationale d'administration (ENA) en remplacement de la diplomate Nathalie Loiseau, en fonction depuis 2012 et nommée en juin ministre des Affaires européennes dans le gouvernement d'Édouard Philippe. Depuis cinq ans, ce fin politique à l'humour pince-sans rire, formé à l'école des jeunes gicardiens, s'était mis en réserve des avant-postes de la République et avait réintégré le Conseil d'État. Un grand corps que cet agrégé de droit public avait pu rejoindre au tour extérieur en 2006.

En juin 2012, en pleine mise en place de la république hollandaise triomphante, Patrick Gérard n'avait pas attendu d'être remercié du poste prestigieux de recteur de l'académie de Paris – auquel Nicolas Sarkozy l'avait nommé trois ans plus tôt –, préférant démissionner. 2012-2017, autant dire une parenthèse avant le big-bang politique macronien...

### **Communication provocatrice**

À 59 ans, le voilà donc revenu au sommet avec pour mission de transformer "au maximum" l'ENA, dit le gouvernement, sans que l'on puisse bien cerner à ce stade les contours de la réforme voulue par le Président Macron. Commentant cette nomination, le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a jugé que Patrick Gérard avait, pour conduire cette réforme, une "qualité" : celle "de ne pas avoir fait l'ENA". Il ne s'agit malgré tout pas du premier dans ce cas. De précédents directeurs, tels Jean Coussirou en 1992, Raymond-François Le Bris en 1995 ou Nathalie Loiseau en 2012, n'étaient, eux non plus, pas des énarques.

Quoi qu'il en soit, en communiquant d'une manière un peu provocatrice, le gouvernement a voulu donner le ton, tout en cherchant à rassurer : le profil de conseiller d'État du nouveau directeur vise aussi à mettre du liant avec les grands corps, dans le viseur du Président. Le Palais-Royal n'avait plus vu l'un des siens à la tête de l'ENA depuis quinze ans.

Le nouveau directeur de l'école devra en effet contribuer à une importante réforme de structure, qui passera vraisemblablement par la fin de l'accès direct aux grands corps. Une manœuvre RH qui impacterait le sacrosaint classement de sortie et aurait de facto d'autres répercussions pour l'ensemble de la haute fonction publique.

### **Bon connaisseur de la haute administration**

Pour mener à bien ce chantier très diplomatique et impopulaire au sein des grands corps, le profil de Patrick Gérard devrait constituer un atout. Préféré notamment au magistrat de la Cour des comptes Christophe Strassel, énarque, ancien directeur de cabinet de Thierry Mandon au secrétariat d'État à l'Enseignement supérieur, et à l'universitaire – non énarque – Jean-Michel Eymeri-Douzans, directeur adjoint de l'IEP de Toulouse et spécialiste entre autres choses de la sociologie des énarques – auditionnés eux aussi par un comité de présélection –, Patrick Gérard passe pour un bon connaisseur de la haute administration. Il a notamment présidé la commission chargée d'apprécier les aptitudes des candidats aux fonctions d'inspecteur général des affaires culturelles, le comité de sélection interministériel du tour extérieur des administrateurs civils et la commission chargée d'apprécier l'aptitude des candidats aux postes de recteurs non issus du sérail universitaire.

Si Patrick Gérard n'est pas le premier universitaire nommé à la tête de l'ENA – Raymond-François Le Bris, agrégé de droit, l'avait par exemple précédé de 1995 à 2000 –, sa nomination raisonne d'un écho particulier à l'heure où les pouvoirs publics songent aussi à repositionner l'école dans le monde universitaire en lui accordant la possibilité de délivrer des diplômes : aux énarques (pour améliorer leur employabilité à l'international, notamment) mais peut-être aussi aux étudiants étrangers pour renforcer le rayonnement et l'attractivité de l'ENA au plan international. Une réflexion initiée sous l'ère Hollande par Nathalie Loiseau et qui sera en principe analysée au travers d'une étude d'impact que Patrick Gérard devra justement lancer.

### **Un pedigree très politique**

L'autre atout de Patrick Gérard réside dans son pedigree très politique. Natif de Nancy, ce fils de magistrat a siégé (1983-1989) au conseil municipal de cet ancien duché de Lorraine. Avant de changer de région et de s'installer à Vincennes, où il a gravi toutes les marches de l'hôtel de ville de cette municipalité de 49 000 habitants : conseiller municipal (1989-1995), adjoint au maire (1995-1996), puis maire en 1996.

Réélu en 2001, cet ancien conseiller régional UDF d'Île-de-France avait démissionné de son mandat de maire en juin 2002, quelques jours après un échec aux législatives pour reprendre une carrière de recteur d'académie qu'il avait abandonnée au lendemain de son élection à la tête de la mairie de Vincennes, en 1996. Car Patrick Gérard a aussi construit sa carrière dans le milieu de l'enseignement. Il est notamment professeur des universités à la faculté de droit d'Orléans en 1993, avant d'entamer une ascension dans les arcanes de

la Rue de Grenelle. Il conseille d'abord François Bayrou au ministère de l'Éducation nationale en 1993, lequel le nomme l'année suivante, à seulement 36 ans, recteur de l'académie d'Orléans-Tours.

Directeur général du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous) en 1996, il est ensuite successivement recteur de l'académie de Bordeaux en 2002, directeur de l'enseignement scolaire au ministère de l'Éducation nationale en 2004, puis directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche Gilles de Robien en 2005.

### **Feuille de route réformatrice**

Patrick Gérard est aussi, par la suite, le directeur de cabinet de Rachida Dati au ministère de la Justice durant les deux premières années de la Présidence Sarkozy. Une ministre auprès de laquelle il a notamment lancé la réforme de la carte judiciaire.

Il n'est pas impossible qu'en confiant à ce haut fonctionnaire à la stature très politique ce poste de directeur de l'ENA avec une feuille de route semble-t-il assez réformatrice, Emmanuel Macron entende en faire son missus dominicus pour la haute fonction publique